

ANNEXES

- **Annexe 1 :** Cour administrative d'appel de Paris, 31/05/2013
- **Annexe 2 :** Cour administrative d'appel de Marseille, 06/12/2013
- **Annexe 3 :** Note technique de la Direction Générale de la Cohésion Sociale relative à la Loi du 26 juillet 2013 relative à l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat
- **Annexe 4 :** Fiche d'information sur le pli fermé mise en ligne sur le site internet du CNAOP
- **Annexe 5 :** Réponses du CNAOP à des questions posées par des correspondants départementaux
- **Annexe 6 :** Situation des mineures qui accouchent sous le secret
- **Annexe 7 :** Programme du colloque de l'Istituto degli Innocenti de Florence le 10/05/2013

DGCS Rejet

**COUR ADMINISTRATIVE
D'APPEL DE PARIS**

68 rue François Miron
75004 PARIS
Tél : 01 58 28 90 00
Fax : 01 58 28 90 22
Greffé ouvert du lundi au vendredi de
09h30 à 12h30 - 13h30 à 16h30

Paris, le 06/06/2013

DGCS
CMAOP
+ C.
Stavrou Wil
Mme le Ministre
MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA SANTÉ
127 rue de grenelle
75700 PARIS

Notre réf : N° 12PA04956
(à rappeler dans toutes correspondances)

Monsieur Matthieu EVERS c/ MINISTRE DES
AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ

NOTIFICATION D'UN ARRÊT

Lettre recommandée avec avis de réception



Mme le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, l'expédition d'un arrêt du 31/05/2013 rendu par la Cour administrative d'appel de Paris dans l'affaire enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

CASSATION : Si vous estimez devoir vous pourvoir en cassation contre cet arrêt, **votre requête, accompagnée d'une copie de la présente lettre**, devra être introduite dans un délai de 2 mois devant le Conseil d'Etat, Section du Contentieux, 1 Place du Palais-Royal - 75100 PARIS RP, ou www.telerecours.conseil-etat.fr pour les utilisateurs de Télérecours. Ce délai est ramené à 15 jours pour les arrêts statuant sur des demandes de sursis.

Les délais ci-dessus mentionnés sont augmentés d'un mois pour les personnes demeurant en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises, et de 2 mois pour celles qui demeurent à l'étranger, conformément aux dispositions de l'article 643 du code de procédure civile.

A peine d'irrecevabilité, le pourvoi en cassation doit :

- être assorti d'une **copie de la décision** juridictionnelle contestée ;

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Mme le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Greffier en Chef,
ou par délégation le Greffier,


[Signature]

**LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL
DE PARIS**

DR

N° 12PA04956

M. Matthieu Evers

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Mme Vettrano
Président

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

La Cour administrative d'appel de Paris

M. Even
Rapporteur

(1^{ère} Chambre)

Mme Vidal
Rapporteur public

Audience du 16 mai 2013
Lecture du 31 mai 2013

C

Vu la requête, enregistrée le 17 décembre 2012, présentée pour M. Matthieu Evers, demeurant 11 rue Lambardie à Paris (75012), par Me Corbeau-Di Palma ; M. Evers demande à la Cour :

1°) d'annuler le jugement n° 1102695 du 19 octobre 2012 par lequel le Tribunal administratif de Paris a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 22 décembre 2010 du conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP) refusant de lui communiquer des informations sur l'identité de sa mère biologique et ses conclusions à fin d'injonction ;

2°) d'annuler cette décision ;

3°) d'enjoindre au CNAOP de lui communiquer l'intégralité de son dossier, y compris les éléments concernant l'identité de sa mère biologique ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 2 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Il soutient que :

- par deux courriers en date des 21 décembre 1962 et 7 juillet 1963 adressés à l'association « Les nids de Paris », sa mère de naissance a souhaité laisser des éléments identifiants dans le dossier de son enfant et est ainsi revenue sur la volonté d'anonymat qui avait entouré l'accouchement et l'abandon de son enfant ;

- ces courriers doivent être interprétés comme une levée de secret au sens de l'article L. 147-2 du code de l'action sociale et des familles ;

- ces courriers postérieurs à l'accouchement, à l'abandon de l'enfant et à son adoption plénière sont communicables dès lors qu'ils ne relèvent pas du champ d'application des articles L. 222-6 et L. 224-5 du code de l'action sociale et des familles ;
- les investigations réalisées par le CNAOP sont insuffisantes dès lors qu'il s'est limité à interroger la CNAV alors que l'article L. 147-8 du code de l'action sociale et des familles lui permet d'interroger l'ensemble des organismes de sécurité sociale et ceux qui assurent la gestion des prestations sociales ;
- le CNAOP n'établit pas pourquoi l'identité laissée par la mère de naissance serait erronée ;
- la décision de rejet du CNAOP est contraire à l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, lequel est applicable en l'espèce ;
- elle méconnaît par ailleurs l'article 7-1 de la convention de New-York du 26 janvier 1990 relative aux droits de l'enfant ;

Vu le jugement et la décision attaqués ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 25 février 2013, présenté par le ministre des affaires sociales et de la santé, tendant au rejet de la requête ;

Le ministre soutient que :

- l'article L. 147-2 du code de l'action sociale et des familles devant faire l'objet d'une interprétation stricte, les lettres déposées par un parent de naissance dans le dossier d'un enfant né dans le secret avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 janvier 2002 doivent faire l'objet d'un examen attentif afin de déterminer s'il s'agit sans ambiguïté d'une déclaration autorisant la levée de secret de l'identité ;
- en l'espèce la mère de naissance de M. Evers s'étant bornée, à plusieurs reprises, à remercier l'organisme autorisé pour l'adoption mais n'ayant jamais manifesté son intention de transmettre son identité à l'enfant, le CNAOP n'a commis aucune erreur d'appréciation ;
- la loi du 22 janvier 2002 ne fait pas de distinction selon que les courriers soient ou non contemporains de la date de l'accouchement dans le secret ou de celle de l'abandon de l'enfant ;
- le CNAOP a recherché l'adresse de la mère de naissance auprès de l'ensemble des organismes sociaux, non seulement la CNAV mais également le régime national inter-régimes des bénéficiaires de l'assurance maladie ;
- le CNAOP n'a jamais affirmé que l'identité était erronée mais a seulement émis l'hypothèse qu'elle pourrait être fictive ;
- le CNAOP s'est retrouvé face à l'impossibilité de remplir l'obligation que la loi du 22 janvier 2002 lui impose, à savoir identifier et localiser la mère de naissance afin de la contacter pour lui demander si elle acceptait de lever ou non le secret de son identité ;
- cette procédure respecte l'équilibre et la proportionnalité entre les intérêts de M. Evers et ceux de sa mère de naissance au sens de l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme ;
- communiquer les nom et prénom figurant sur les courriers de la mère de naissance sans pouvoir l'identifier formellement porterait atteinte à la vie privée de toute autre personne qui aurait les mêmes nom et prénom ;
- le décès d'un parent de naissance constaté avant d'avoir pu l'interroger est la seule disposition prévue par la loi du 22 janvier 2002 où le parent de naissance est présumé être censé avoir levé le secret de son identité ;
- la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que le dispositif français est conforme aux stipulations de l'article 8 de la convention ;

- la loi du 22 janvier 2002 respecte l'article 7-1 de la convention de New-York du 26 janvier 1990 relative aux droits de l'enfant ;

Vu le mémoire, enregistré le 18 mars 2013, présenté pour M. Evers, par Me Corbeau-Di Palma, tendant aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens ;

Vu le mémoire, enregistré le 25 avril 2013, présenté par le ministre des affaires sociales et de la santé ; le ministre conclut aux mêmes fins par les mêmes moyens ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Vu la convention internationale relative aux droits de l'enfant signée à New York le 26 janvier 1990 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 16 mai 2013 :

- le rapport de M. Even, rapporteur,
- les conclusions de Mme Vidal, rapporteur public,
- et les observations de Me Di Palma pour M. Evers ;

1. Considérant que, par jugement du 19 octobre 2012, le Tribunal administratif de Paris a rejeté la demande de M. Evers tendant à l'annulation de la décision du 22 décembre 2010 par laquelle le conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP) a refusé de lui communiquer des informations sur l'identité de sa mère biologique ; que M. Evers relève appel de ce jugement ;

2. Considérant qu'aux termes de l'article L. 147-2 du code de l'action sociale et des familles dans sa rédaction applicable issue de la loi du 22 janvier 2002 : « Le Conseil national pour l'accès aux origines personnelles reçoit : / 1° La demande d'accès à la connaissance des origines de l'enfant formulée : / - s'il est majeur, par celui-ci (...) / 2° La déclaration de la mère ou, le cas échéant, du père de naissance par laquelle chacun d'entre eux autorise la levée du secret de sa propre identité (...) » ; qu'aux termes de l'article L. 147-6 du même code : « Le conseil communique aux personnes mentionnées au 1° de l'article L. 147-2, après s'être assuré qu'elles maintiennent leur demande, l'identité de la mère de naissance : - s'il dispose déjà d'une déclaration expresse de levée du secret de son identité ; - s'il n'y a pas eu de manifestation expresse de sa volonté de préserver le secret de son identité, après avoir vérifié sa volonté ; - si l'un de ses membres ou une personne mandatée par lui a pu recueillir son consentement exprès dans le respect de sa vie privée ; - si la mère est décédée, sous réserve qu'elle n'ait pas exprimé de volonté contraire à l'occasion d'une demande d'accès à la connaissance des origines de

l'enfant. Dans ce cas, l'un des membres du conseil ou une personne mandatée par lui prévient la famille de la mère de naissance et lui propose un accompagnement. Si la mère de naissance a expressément consenti à la levée du secret de son identité ou, en cas de décès de celle-ci, si elle ne s'est pas opposée à ce que son identité soit communiquée après sa mort, le conseil communique à l'enfant qui a fait une demande d'accès à ses origines personnelles l'identité des personnes visées au 3° de l'article L. 147-2... Le conseil communique aux personnes mentionnées au 1° de l'article L. 147-2 les renseignements ne portant pas atteinte à l'identité des père et mère de naissance, transmis par les établissements de santé, les services départementaux et les organismes visés au cinquième alinéa de l'article L. 147-5 ou recueillis auprès des père et mère de naissance, dans le respect de leur vie privée, par un membre du conseil ou une personne mandatée par lui » ; qu'aux termes de l'article L. 222-6 du même code : « Toute femme qui demande, lors de son accouchement, la préservation du secret de son admission et de son identité par un établissement de santé est informée des conséquences juridiques de cette demande et de l'importance pour toute personne de connaître ses origines et son histoire. Elle est donc invitée à laisser, si elle l'accepte, des renseignements sur sa santé et celle du père, les origines de l'enfant et les circonstances de la naissance ainsi que, sous pli fermé, son identité. Elle est informée de la possibilité qu'elle a de lever à tout moment le secret de son identité et, qu'à défaut, son identité ne pourra être communiquée que dans les conditions prévues à l'article L. 147-6. Elle est également informée qu'elle peut à tout moment donner son identité sous pli fermé ou compléter les renseignements qu'elle a donnés au moment de la naissance. Les prénoms donnés à l'enfant et, le cas échéant, mention du fait qu'ils l'ont été par la mère, ainsi que le sexe de l'enfant et la date, le lieu et l'heure de sa naissance sont mentionnés à l'extérieur de ce pli. Ces formalités sont accomplies par les personnes visées à l'article L. 223-7 avisées sous la responsabilité du directeur de l'établissement de santé. À défaut, elles sont accomplies sous la responsabilité de ce directeur... Pour l'application des deux premiers alinéas, aucune pièce d'identité n'est exigée et il n'est procédé à aucune enquête » ;

3. Considérant, en premier lieu, qu'il est constant que la mère de naissance de M. Evers a demandé à bénéficier du secret prévu par l'article 42 du code de la famille et de l'aide sociale (CASF) alors en vigueur lors de son admission à l'hôpital Tarnier de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris le 28 juillet 1962, puis de son accouchement intervenu le 29 juillet 1962 ; que les dispositions précitées de l'article L. 147-6 du code de l'action sociale et des familles imposent expressément au CNAOP de vérifier la volonté de la mère de naissance dans le cas où il n'y a pas eu de déclaration expresse de levée du secret de cette identité ni de manifestation expresse de sa volonté de préserver ce secret ; que, par suite, et nonobstant la circonstance que les articles L. 222-6 et L. 224-5 du code de l'action sociale et des familles ne visent que les renseignements et plis fermés laissés lors de l'accouchement, les courriers adressés par la mère de naissance de M. Evers à l'association ayant recueilli son enfant, les 21 décembre 1962 et 7 juillet 1963, postérieurement à l'accouchement et à l'abandon de l'enfant intervenu le 12 septembre 1962 et avant son adoption plénière le 4 août 1963, relèvent du champ d'application de la procédure spécifique d'accès aux renseignements d'état civil incombant au CNAOP ;

4. Considérant, en deuxième lieu, qu'il ressort de l'analyse du contenu des quatre correspondances adressées par la mère de naissance de M. Evers les 6 août 1962, 11 septembre 1962, 21 décembre 1962 et 7 juillet 1963, versées au dossier, que cette dernière s'est inquiétée à plusieurs reprises du sort de son enfant, et a souhaité expliquer les circonstances de sa décision d'abandon et remercier ceux qui s'en occupaient, en mentionnant son nom et son adresse, mais n'a pas ainsi entendu procéder à une déclaration expresse de levée du secret de son identité au sens des dispositions susmentionnées de l'article L. 147-6 du code de l'action sociale et des

familles : qu'il ne ressort pas des pièces du dossier que les investigations réalisées par le CNAOP dans le cadre d'une double instruction, après sa première saisine par M. Evers le 24 octobre 2007 et avant sa réunion plénière du 9 décembre 2010, auprès de l'association Les Nids de Paris, du service des archives de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris, des répertoires nationaux de la sécurité sociale, dont le régime national inter-régimes des bénéficiaires de l'assurance maladie, et des mairies, auraient été insuffisantes : que si ces recherches n'ont pas permis d'identifier la mère de naissance, de vérifier si elle est toujours vivante, et dans l'affirmative de la localiser et de prendre contact avec elle afin d'examiner sa volonté actuelle de préserver le secret de son identité, cette circonstance n'est pas de nature à entacher la décision contestée d'une erreur d'appréciation ;

5. Considérant, en troisième lieu, que les stipulations de l'article 7 de la convention susvisée relative aux droits de l'enfant créent seulement des obligations entre Etats sans ouvrir de droits aux intéressés ; que M Evers ne peut donc utilement se prévaloir de ces prescriptions pour demander l'annulation de la décision litigieuse ;

6. Considérant, enfin, que la Cour européenne des droits de l'homme a jugé, par l'arrêt *Odièvre c/ France* (n° 42326/98) du 13 février 2003, que si les personnes ont un intérêt primordial protégé par la Convention à recevoir des renseignements qu'il leur faut connaître, à comprendre leur enfance et leurs années de formation, le système mis en place par la France à travers la loi du 22 janvier 2002 n'est pas contraire à l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dès lors que s'il conserve le principe de l'admission de l'accouchement sous X, il renforce la possibilité de lever le secret de l'identité en permettant de solliciter la réversibilité du secret de l'identité de sa mère sous réserve de l'accord de celle-ci de manière à assurer équitablement la conciliation entre la protection de cette dernière et la demande légitime de l'intéressé, et tente ainsi d'atteindre un équilibre et une proportionnalité suffisante entre les intérêts en cause ; qu'il ressort des pièces du dossier que si l'application de la loi française n'a pas permis à M. Evers de se voir communiquer le nom, le prénom et les adresses que sa mère biologique avait indiqués dans ses courriers envoyés à l'association l'ayant recueilli, il est constant que le requérant a obtenu une copie anonymisée de ces courriers ainsi que des documents conservés dans les archives de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris, contenant des informations sur l'apparence physique et la situation sociale de ses parents biologiques, ainsi que sur les motifs de son abandon ; qu'il a donc eu accès à des informations non identifiantes sur sa mère et sa famille biologique lui permettant d'établir quelques racines de son histoire dans le respect de la préservation des intérêts des tiers ; qu'il n'est dès lors pas fondé à soutenir que les dispositions du code de l'action sociale et des familles issues de la loi n° 2002-93 du 22 janvier 2002 relative à l'accès aux origines des personnes adoptées et pupilles de l'Etat, en particulier celles de l'article L. 147-6, méconnaîtraient les stipulations de l'article 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

7. Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que M. Evers n'est pas fondé à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le Tribunal administratif de Paris a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 22 décembre 2010 par laquelle le conseil national pour l'accès aux origines personnelles a refusé de lui communiquer des informations sur l'identité de sa mère biologique ; que, par voie de conséquence, ses conclusions à fin d'injonction et celles tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ne peuvent qu'être rejetées ;

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête de M. Evers est rejetée.

Article 2 : Le présent arrêt sera notifié à M. Matthieu Evers et au ministre des affaires sociales et de la santé.

Délibéré après l'audience du 16 mai 2013 à laquelle siégeaient :

Mme Vettraino, président,

M. Even, président assesseur,

M. Gouès, premier conseiller,

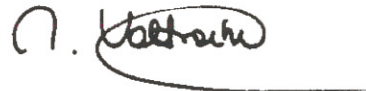
Lu en audience publique, le 31 mai 2013.

Le rapporteur,



B. EVEN

Le président,



M. VETTRAINO

Le greffier,



E. CLEMENT


La République mande et ordonne au ministre des affaires sociales et de la santé en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour Expédition Certifiée Conforme

Pour le Greffier en chef



Le Greffier,


D. HOLLARD

Cour Administrative d'Appel de Marseille

N° 12MA04148

Inédit au recueil Lebon

5ème chambre - formation à 3

M. BOCQUET, président

Mme Jacqueline MARCHESSAUX, rapporteur

Mme MARZOUG, rapporteur public

SELARL MARTIN - VINCENT & ASSOCIES, avocat(s)

lecture du vendredi 6 décembre 2013

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Vu la décision n°348440 du 17 octobre 2012 par laquelle le Conseil d'Etat statuant au contentieux, saisi d'un pourvoi présenté par Mlle E...C..., M. A...C...et Mme G...C..., a annulé l'arrêt de la cour administrative d'appel de Marseille n° 09MA01294 en date du 17 février 2011 et a renvoyé l'affaire devant la même cour ;

Vu la requête, enregistrée le 10 avril 2009 au greffe de la cour administrative d'appel de Marseille, sous le n° 09MA01294, présentée pour Mlle E...C..., M. A...C...et Mme G...D...épouseC..., demeurant ...à Nice (06100), par Me Vincent, avocat ;

Mlle C...et autres demandent à la Cour :

1°) d'annuler le jugement n°0506174 du 27 janvier 2009 du tribunal administratif de Nice en tant qu'il a rejeté leur demande tendant à la condamnation du département des Alpes-Maritimes à verser la somme de 8 000 euros à Mlle E...C...et la somme de 5 000 euros chacun à M. et MmeC..., ses parents, en réparation du préjudice moral qu'ils ont subi du chef de la divulgation d'informations confidentielles relatives à l'adoption de Mlle E... C... ;

2°) de condamner le département des Alpes-Maritimes à verser la somme de 8 000 euros à Mlle E...C...et la somme de 5 000 euros chacun à M. et Mme C...;

3°) de mettre à la charge du département des Alpes-Maritimes une somme de 1 000 euros pour chacun des requérants au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 15 novembre 2013 :

- le rapport de Mme Marchessaux, premier conseiller ;
- les conclusions de Mme Marzoug, rapporteur public ;
- les observations de Me Vincent, pour MlleC..., M. et MmeC... ;
- et les observations de Me F...pour le département des Alpes-Maritimes ;

Après avoir pris connaissance de la note en délibéré, enregistrée le 15 novembre 2013, présentée pour le département des Alpes-Maritimes par Me F...;

1. Considérant que Mme B...a donné naissance, dans l'anonymat, à une fille le 7 novembre 1987 ; que celle-ci a été ultérieurement adoptée par M. et Mme C...qui l'ont prénommée Sophie ; que Mme B...a obtenu des informations relatives au nouvel état civil de sa fille biologique et au nom de ses parents adoptifs ; qu'elle a dès lors pris contact avec Mlle E...C..., alors que celle-ci était âgée de quatorze ans et s'est manifestée de façon insistante et répétée, au cours de plusieurs années, tant auprès de cette dernière que des membres de sa famille et de son entourage et s'est à plusieurs reprises exprimée

dans la presse sur l'enquête personnelle qu'elle avait menée pour retrouver l'enfant ; que les requérants ont recherché devant le tribunal administratif de Nice la responsabilité du département des Alpes-Maritimes à raison de la faute résultant de la divulgation par ses services à Mme B...d'informations confidentielles relatives à la famille adoptive de sa fille biologique ; que le tribunal administratif a rejeté leur demande par un jugement n°0506174 du 27 janvier 2009 confirmé par un arrêt de la Cour de céans en date du 17 février 2011 ; que, par une décision n°348440 en date du 17 octobre 2012, le Conseil d'Etat a annulé l'arrêt précité de la Cour et a renvoyé l'affaire devant elle ;

Sur l'exception d'incompétence de la juridiction administrative soulevée par le département des Alpes-Maritimes :

2. Considérant que le département des Alpes-Maritimes fait valoir que la juridiction administrative serait incompétente pour connaître de la requête présentée par Mlle C... et autres devant le tribunal administratif de Nice en soutenant que celle-ci doit s'analyser comme dirigée contre le maire de la ville de Nice en sa qualité d'officier de l'Etat civil ; qu'une telle action relève, selon le département, de la compétence du juge judiciaire ;

3. Considérant toutefois, que la requête d'appel de Mlle C...et autres ne comporte aucune conclusion dirigée contre la commune de Nice et son maire en sa qualité d'officier d'état civil ; qu'en revanche, elle tend à la condamnation du département des Alpes-Maritimes sur le fondement de la faute de ses services dans la divulgation d'informations confidentielles relatives à l'adoption de Mlle E...C...à MmeB... ; que de telles conclusions ressortissent de la compétence de la juridiction administrative ; que, par suite, la fin de non recevoir du département des Alpes-Maritimes tirée de l'exception d'incompétence de la juridiction administrative ne peut qu'être écartée ;

Sur la fin de non recevoir opposée par le département des Alpes-Maritimes :

4. Considérant qu'aux termes de l'article R. 411-1 du code de justice administrative : " (...) La requête (...) contient l'exposé des faits et moyens, ainsi que l'énoncé des conclusions soumises au juge. L'auteur d'une requête ne contenant l'exposé d'aucun moyen ne peut la régulariser par le dépôt d'un mémoire exposant un ou plusieurs moyens que jusqu'à l'expiration du délai de recours. " ;

5. Considérant que la requête d'appel de Mlle C...et autres ne constitue pas la reproduction littérale de leur demande de première instance, mais énonce à nouveau de manière suffisamment précise les moyens relatifs à la responsabilité du département des Alpes-Maritimes, ainsi qu'à la réparation du préjudice moral qu'ils estiment avoir subi ; qu'une telle motivation répond aux conditions posées par l'article R. 411-1 du code de justice administrative ; qu'ainsi, la fin de non recevoir soulevée par le département des

Alpes-Maritimes ne peut être accueillie ;

En ce qui concerne la responsabilité du département des Alpes-Maritimes :

6. Considérant qu'aux termes de l'article L. 133-4 du code de l'action sociale et des familles : " Les informations nominatives à caractère sanitaire et social détenues par les services des affaires sanitaires et sociales sont protégées par le secret professionnel " ; que, par ailleurs, il résulte de l'article 46 du code de la famille et de l'aide sociale, en vigueur à la naissance de Mlle E...C...et devenu l'article L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles, que les pupilles de l'Etat, dont font partie les enfants dont la mère a souhaité préserver le secret de son identité lors de son accouchement, sont confiés, sur décision du président du conseil général, au service de l'aide sociale à l'enfance du département ;

qu'aux termes de l'article 348-3 du code civil, le consentement à l'adoption donné par le conseil des familles des pupilles de l'Etat peut être reçu par le service de l'aide sociale à l'enfance lorsque l'enfant lui a été confié ; qu'enfin, l'article 62-1 du code de la famille et de l'aide sociale, inséré dans ce code par la loi du 6 juillet 1996 relative à l'adoption et devenu, en 2002, l'article L. 224-7 du code de l'action sociale et des familles, dispose que sont conservés sous la responsabilité du président du conseil général les renseignements figurant dans le procès-verbal établi lors du recueil d'un enfant par le service de l'aide sociale à l'enfance et relatifs à l'identité des père et mère de cet enfant et à la volonté des intéressés de conserver le secret de leur identité ;

7. Considérant qu'il résulte de ces dispositions que, sous réserve de la mise en oeuvre des dispositions autorisant les autorités ou les services du département à communiquer les informations dont ils sont dépositaires, et en particulier de celles de l'article L. 224-7 du code de l'action sociale et des familles qui imposent au président du conseil général de transmettre au Conseil national pour l'accès aux origines personnelles, sur la demande de ce dernier, les renseignements dont il dispose sur les pupilles de l'Etat qu'il a recueillis, il est interdit au service de l'aide sociale à l'enfance de divulguer de telles informations ;

8. Considérant que la circonstance que la mère biologique d'un enfant confié à sa naissance au service de l'aide sociale à l'enfance, puis adopté, ait eu connaissance des informations relatives à la nouvelle identité de cet enfant et à celle de ses parents adoptifs révèle une faute dans le fonctionnement du service de l'aide sociale à l'enfance du département de nature à engager la responsabilité de ce dernier, sauf à ce qu'il établisse que la divulgation de ces informations est imputable à un tiers ou à une faute de la victime ; que, par suite, c'est à tort que le tribunal administratif de Nice a considéré que Mlle C...et autres n'apportaient pas la preuve qui leur incombait que les services du département des Alpes-Maritimes auraient commis une faute de nature à engager la responsabilité de ce département ;

9. Considérant qu'il résulte de l'instruction et plus particulièrement d'un article de presse du mois d'octobre 2001 produit par les requérants que Mme B...a eu accès aux informations confidentielles concernant le nom des parents adoptifs de sa fille biologique, Mlle E... C...et non une copie de l'acte de naissance de cette dernière, contrairement à ce qu'affirme le département des Alpes-Maritimes ; que si Mme B...a déclaré avoir obtenu ces informations auprès d'un prétendu agent de la direction départementale des affaires sanitaires sociales (DDASS), il est constant qu'à cette époque, cette direction n'était plus en charge de ces informations qui étaient désormais traitées par le service d'aide sociale à l'enfance relevant de la compétence du département des Alpes-Maritimes ; que ce dernier qui se borne à soutenir que, lors d'une procédure d'adoption plénière, plusieurs services publics sont sollicités, se prévaut d'articles de presse dans lesquels Mme B...indique que c'est grâce au dysfonctionnement des services de " la DDASS " qu'elle a eu accès aux informations confidentielles concernant sa fille biologique et fait état du classement sans suite de la procédure pénale engagée par les requérants pour violation du secret professionnel, n'apporte pas la preuve qui lui incombe que la divulgation de ces informations résulterait d'un tiers ou d'une faute de la victime ; que, par ailleurs il ne résulte pas de l'instruction que Mlle C...et autres aient commis une faute ; que, par suite, la divulgation d'informations confidentielles relatives aux conditions d'adoption de Mlle E... C... à Mme B...par les services de l'aide sociale à l'enfance, constitue un comportement fautif du département des Alpes-Maritimes de nature à engager son entière responsabilité ;

Sur les préjudices :

10. Considérant que si le département des Alpes-Maritimes conteste le lien de causalité entre la survenance du dommage allégué par les requérants et la faute imputable à ses services, ce lien paraît toutefois établi dès lors qu'il résulte de l'instruction et notamment des témoignages produits au dossier par les requérants, que suite à l'obtention des informations litigieuses auprès de services de l'aide sociale à l'enfance, Mme B...a tenté, avec insistance et de manière répétée, de prendre contact avec sa fille biologique ; qu'en effet, elle a, notamment, effectué plusieurs déclarations dans différents médias dès le mois de décembre 2000 faisant état de ses recherches, passé des appels anonymes auprès de M. et Mme C..., de leur famille proche ou de la gardienne de leur immeuble, en septembre et octobre 2001 et a interrogé un camarade de Mlle E... C...à la sortie de son collège afin d'obtenir une photo de sa fille biologique ainsi que son numéro de portable ; que le 24 septembre 2001, ne voyant pas Mlle E...C...sortir du collège, elle l'a fait appeler sur son portable par l'un de ses camarades et lui alors demandé de la rencontrer immédiatement ce que Mlle E...C...a accepté de faire ; que des faits similaires se sont produits jusqu'en septembre 2008 où M. C...a constaté la présence de Mme B... dans le hall d'entrée de son immeuble ; que, dans ces conditions, il existe un lien direct de cause à effet entre la divulgation à Mme B...d'informations confidentielles concernant sa fille biologique par les services de l'aide sociale à l'enfance du département des Alpes-Maritimes et le dommage causé à Mlle C...et à ses parents adoptifs ; que, par suite, ces derniers sont fondés à demander au département la réparation du préjudice moral qu'ils ont subi du fait des agissements insistants et répétés de Mme B...à leur égard ; qu'il sera fait une juste appréciation du préjudice moral subi par les requérants en condamnant le département des Alpes-Maritimes à verser la somme de 5 000 euros chacun à M. et

MmeC..., ainsi que la somme de 8 000 euros à Mlle E...C... ;

11. Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que M.C..., Mme C...et Mlle C... sont fondés à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Nice a rejeté leur demande indemnitaire en tant qu'elle était dirigée contre le département des Alpes-Maritimes ; que, par suite, il y a lieu d'annuler ledit jugement et de condamner le département des Alpes-Maritimes à verser à M. et Mme C...5 000 euros chacun et 8 000 euros à MlleC... ;

Sur les conclusions tendant à l'application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

12. Considérant qu'aux termes de l'article L. 761-1 du code de justice administrative : " Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation. " ;

13. Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge du département des Alpes-Maritimes la somme de 2 500 euros à M.C..., Mme C...et à Mlle E... C...au titre des frais exposés par eux et non compris dans les dépens ;

D E C I D E :

Article 1er : Le jugement du tribunal administratif de Nice n°0506174 en date du 27 janvier 2009 est annulé en tant qu'il a rejeté la demande indemnitaire de M.C..., Mme C...et Mlle C... dirigée contre le département des Alpes-Maritimes.

Article 2 : Le département des Alpes-Maritimes est condamné à verser la somme de 5 000 (cinq mille) euros chacun à M. et MmeC..., ainsi que la somme de 8 000 (huit mille) euros à Mlle E...C...en réparation du préjudice moral qu'ils ont subi.

Article 3 : Le département des Alpes-Maritimes versera la somme de 2 500 (deux mille cinq cents) euros à M.C..., Mme C...et Mlle E...C..., au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le surplus des conclusions de la requête de M.C..., Mme C...et de Mlle E... C... est rejeté.

Article 5 : Le présent arrêt sera notifié à Mlle E...C..., à M. A...C..., à Mme G... C... et au département des Alpes-Maritimes.

Copie en sera adressée à la commune de Nice.

”

”

”

”

2

No 12MA04148

Abstrats : 04-02-02-01 Aide sociale. Différentes formes d'aide sociale. Aide sociale à l'enfance. Pupilles de l'Etat.

135-03-02-01-01 Collectivités territoriales. Département. Attributions. Compétences transférées. Action sociale.

60-01-02-02 Responsabilité de la puissance publique. Faits susceptibles ou non d'ouvrir une action en responsabilité. Fondement de la responsabilité. Responsabilité pour faute.

60-02-012 Responsabilité de la puissance publique. Responsabilité en raison des différentes activités des services publics. Services sociaux.

Loi du 26 juillet 2013 relative à l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat

Note d'information

La loi n°2013-673 du 26 juillet 2013 fait suite à la censure par le Conseil constitutionnel des dispositions du premier alinéa de l'article L. 224-8 du code de l'action sociale et des familles, censure dont les effets ont été différés au 1^{er} janvier 2014, afin de permettre au législateur de remédier à l'inconstitutionnalité constatée.

Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014 et s'applique donc aux arrêtés d'admission en qualité de pupille de l'Etat édictés à compter de ce jour.

La loi nouvelle, qui réécrit entièrement l'article L. 224-8 du code de l'action sociale et des familles, poursuit deux objectifs :

- rappeler les modalités d'admission des enfants en qualité de pupille de l'Etat ;
- clarifier les modalités de contestation de l'arrêté d'admission afin de garantir aux personnes ayant qualité pour agir l'effectivité du recours.

I. Les modalités d'admission en qualité de pupille de l'Etat

Les dispositions du code de l'action sociale et des familles relatives à l'admission d'enfants en qualité de pupilles (article L. 224-4) prévoient **6 catégories d'enfants** pouvant bénéficier de ce statut protecteur :

1° Les enfants dont la **filiation n'est pas établie ou est inconnue**, qui ont été recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance depuis plus de deux mois ;

2° Les enfants dont la **filiation est établie et connue**, qui ont expressément été remis au service de l'aide sociale à l'enfance en vue de leur admission comme pupilles de l'Etat par les personnes qui ont qualité pour consentir à leur adoption, depuis plus de deux mois ;

3° Les enfants dont la **filiation est établie et connue**, qui ont expressément été remis au service de l'aide sociale à l'enfance depuis plus de six mois par leur père ou leur mère en vue de leur admission comme pupilles de l'Etat et dont l'autre parent n'a pas fait connaître au service, pendant ce délai, son intention d'en assumer la charge ; avant l'expiration de ce délai de six mois, le service s'emploie à connaître les intentions de l'autre parent ;

4° Les **enfants orphelins de père et de mère** pour lesquels la tutelle n'est pas organisée selon le chapitre II du titre X du livre Ier du code civil et qui ont été recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance depuis plus de deux mois ;

5° Les enfants dont les parents ont fait l'objet d'un **retrait total de l'autorité parentale** en vertu des articles 378 et 378-1 du code civil et qui ont été recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance en application de l'article 380 dudit code ;

6° Les enfants recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance en application de **l'article 350 du code civil**.

Il résulte des dispositions combinées des articles L. 224-4, L. 224-5, L. 224-6 et L. 224-8 du code de l'action sociale et des familles que, pour les quatre premières catégories, l'admission en qualité de pupille de l'Etat se fait en deux étapes (1.1).

En revanche, pour les deux dernières catégories (retrait d'autorité parentale ou abandon judiciaire), l'admission intervient directement une fois la décision judiciaire passée en force de chose jugée (1.2).

1.1. Les modalités d'admission des quatre premières catégories de l'article L. 224-4

1.1.1 le procès verbal de recueil et la déclaration de pupille de l'Etat à titre provisoire

L'objet du procès verbal et ses effets juridiques

Pour l'enfant recueilli par le service de l'aide sociale à l'enfance, il est établi par ce service un procès-verbal de recueil. L'établissement de ce procès verbal permet de déclarer l'enfant pupille à titre provisoire et d'organiser sa tutelle à compter de cette date (Article L. 224-6). La date de ce procès verbal fait également courir les délais prévus à l'article L. 224-6 pendant lesquels les parents peuvent reprendre l'enfant sans formalité, ce délai étant en principe de deux mois (1). Aucun arrêté ne doit donc être édicté à ce stade : le procès verbal fait foi et suffit pour déclarer l'enfant pupille de l'Etat à titre provisoire.

Le contenu du procès verbal

Le contenu du procès verbal, en principe commun aux différents cas de recueil, est défini par l'article L. 224-5 du même code. La loi nouvelle a complété cet article prévoyant la délivrance d'une information sur les modalités d'admission dès la remise de l'enfant.

Le procès-verbal doit mentionner que les parents, la mère ou le père de naissance de l'enfant ou la personne qui remet l'enfant ont été informés :

1° Des mesures instituées, notamment par l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale pour aider les parents à élever eux-mêmes leurs enfants ;

2° Des dispositions du régime de la tutelle des pupilles de l'Etat (articles L. 224-1 à L. 224-11 du CASF) ;

1 Ce délai est porté à six mois au profit du parent qui n'a pas confié l'enfant au service de l'aide sociale, lorsque l'enfant a été recueilli en application du 3° de l'article L 224-4 du CASF

3° Des délais et conditions suivant lesquels l'enfant pourra être repris par ses père ou mère, **ainsi que des modalités d'admission en qualité de pupille de l'Etat mentionnées à l'article L. 224-8 ;**

4° De la possibilité de laisser tous renseignements concernant la santé des père et mère, les origines de l'enfant, les raisons et les circonstances de sa remise au service de l'aide sociale à l'enfance.

Pour les enfants sans filiation visés au 1° de l'article L. 224-4 du CASF, le correspondant du CNAOP précise sur le document mentionné à l'article R. 147-23 du même code que la mère a été informée notamment des modalités d'admission de l'enfant en qualité de pupille de l'Etat. Ce document est annexé ou intégré au procès verbal.

Le consentement à l'adoption

De plus, lorsque l'enfant est remis au service par ses père ou mère, selon les 2° ou 3° de l'article L. 224-4, ceux-ci doivent être invités à consentir à son adoption. Ce consentement à l'adoption n'est donc pas obligatoire : le refus des parents de consentir à l'adoption n'empêche pas pour autant de déclarer l'enfant pupille de l'Etat.

Si le consentement a été donné, il est porté sur le procès-verbal. Les parents doivent être informés des conséquences de l'adoption et en particulier du caractère complet et irrévocable de la rupture du lien de filiation en cas d'adoption plénière.

Le procès verbal doit également préciser que les parents ont été informés des délais, conditions et modalités dans lesquels ils peuvent rétracter ce consentement, conformément aux dispositions des articles 348-3 et 1165 du code civil : le consentement peut être rétracté dans un délai de deux mois par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au service de l'aide sociale à l'enfance.

Des modèles adaptés aux différentes situations sont proposés en annexe I du présent document. Lorsque plusieurs enfants d'une même fratrie sont concernés, il y a lieu d'établir un procès-verbal par enfant.

1.1.2 La finalité des délais de deux ou six mois mentionnés aux 1 à 4° de l'article L. 224-4 du CASF avant l'admission en qualité de pupille de l'Etat

Outre la rétractation du consentement à l'adoption (cf. supra 1.1.1), ce délai a plusieurs finalités, selon le cas d'admission :

- Il permet la reprise de l'enfant par ses parents qui peuvent revenir sur leur décision dans un délai de deux mois à partir de la date du procès verbal de remise de l'enfant (2° de l'article L. 224-4). Dans ce cas, l'enfant peut être repris immédiatement et sans formalité par le parent auteur de la remise (sous réserve de la vérification de son identité).

- La reprise ne peut être effectuée que par les « père » et « mère », ce qui suppose que le lien de filiation soit établi. Ainsi, si l'enfant a été recueilli en application du 1° de

l'article L. 224-4 du CASF, le père ou la mère qui souhaite reprendre l'enfant doit l'avoir préalablement reconnu dans n'importe quelle mairie. Lorsque l'enfant est né sous le secret, le père qui rencontre des difficultés pour faire apposer sa reconnaissance sur l'acte de naissance de l'enfant peut solliciter le concours du procureur de la République. Ce dernier doit alors rechercher les date et lieu d'établissement de l'acte de naissance (article 62-1 du code civil).

- Lorsque l'enfant est remis par un seul des parents (3° de l'article L. 224-4) alors que la filiation est établie à l'égard des deux parents, le délai de six mois, courant à partir de la date du procès verbal de remise de l'enfant, doit être mis à profit par le service de l'aide sociale à l'enfance pour « connaître les intentions de l'autre parent ». Le conseil de famille, convoqué dans ce même délai, doit « s'assurer des dispositions prises pour informer celui des père ou mère qui n'a pas remis l'enfant au service, de l'éventualité de son admission en qualité de pupille de l'Etat et des conséquences de celle-ci » (articles L. 224-4, 3° et R. 224-13 CASF). Afin de respecter cette obligation, ce parent doit être dûment avisé de la déclaration en qualité de pupille de l'Etat, de ses conséquences et de ses droits. Un modèle de lettre d'information est proposé en annexe II de ce document. Il est conseillé d'envoyer ce courrier par lettre recommandée avec accusé de réception. Le recours à un huissier est vivement conseillé lorsque la lettre recommandée n'a pas été retirée par le parent, afin d'éviter tout contentieux ultérieur.

- Le délai de deux mois, qui court à compter de la date du procès verbal de recueil, s'applique également aux orphelins. Pendant ce délai, la situation de l'enfant doit être examinée par le conseil de famille des pupilles de l'Etat. Ce dernier doit notamment s'assurer de la situation de l'enfant au regard des possibilités d'ouverture de la tutelle régie par les dispositions du code civil (tutelle de droit commun - articles L. 224-4, 4° et R. 224-14 CASF). A cette fin, une requête aux fins de constitution d'un conseil de famille de droit commun doit être adressée par le tuteur au juge des tutelles en charge des mineurs (le juge aux affaires familiales). Cette requête peut rappeler qu'en cas d'impossibilité d'organiser cette tutelle de droit commun, l'enfant a vocation à être admis en qualité de pupille de l'Etat dans le cadre de l'article L. 224-4-4° du CASF.

1.1.3 L'admission en qualité de pupille de l'Etat

A l'issue du délai légal de deux ou six mois et en l'absence de reprise de l'enfant par ses parents ou de mise en place d'une tutelle de droit commun faute de proches de l'enfant, le président du conseil général prend un arrêté d'admission de l'enfant en qualité de pupille de l'Etat.

Pour les quatre premières catégories, l'édiction de cet arrêté résulte du constat suivant :

- Aucun lien de filiation n'a été établi à l'égard de l'un ou des parents (1°) et aucune demande de restitution de l'enfant n'a été formulée (1°, 2°, 3°) ;
- Le parent non auteur de la remise, dûment informé de la procédure en cours, n'a manifesté aucune intention ou a également signé un procès verbal de remise (3°) ;
- La tutelle n'a pu être organisée selon les modalités de droit commun (4°).

Ainsi, un seul arrêté doit donc être pris lors de l'admission en qualité de pupille, à l'issue du délai légal prévu aux 1° à 4° de l'article L 224-4 du code de l'action sociale et des familles.

1.2. Les modalités d'admission pour les deux dernières catégories de l'article L. 224-4 (à la suite à une décision judiciaire)

Les 5° et 6° de l'article L. 224-4 du CASF visent deux hypothèses :

- les enfants dont les parents ont fait l'objet d'un retrait total de l'autorité parentale, en vertu des articles 378 et 378-1 du code civil, et qui ont été recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance en application de l'article 380 dudit code.

La décision doit avoir eu pour effet de prononcer le retrait total de l'autorité parentale à l'égard des deux parents ou de celui à l'égard duquel la filiation était établie, et de confier l'enfant au service de l'aide sociale. Afin d'éviter tout vice de forme pouvant ensuite affecter la légalité de l'arrêté d'admission, il est important que la décision confie formellement l'enfant, même si une décision antérieure du juge des enfants avait confié l'enfant à l'ASE.

- les enfants déclarés judiciairement abandonnés en application de l'article 350 du code civil et qui ont été recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance.

L'admission a lieu à la date à laquelle la décision judiciaire est passée en force de chose jugée. L'article 500 du code de procédure civile précise qu'a force de chose jugée le jugement qui n'est susceptible d'aucun recours suspensif d'exécution. Le jugement susceptible d'un tel recours acquiert la même force, à l'expiration du délai de recours si ce dernier n'a pas été exercé dans le délai.

Date à laquelle l'enfant peut être admis en l'absence d'appel :

Le jugement rendu en première instance, qui est susceptible d'appel, n'acquiert force de chose jugée qu'à l'expiration du délai de recours prévu par les dispositions du code de procédure civile (CPC), en l'absence d'appel formé par l'une des parties. Le certificat de non-appel ou de non-opposition prévu à l'article 505 du CPC permet d'attester, lorsqu'il est sollicité à l'expiration du délai de recours, qu'aucun recours suspensif n'a été exercé et par conséquent que le jugement a acquis force de chose jugée.

Il convient de noter que le délai d'appel est différent selon la procédure ayant conduit à permettre l'admission de l'enfant en qualité de pupille de l'Etat :

- en cas de retrait de l'autorité parentale, le délai d'appel est de 15 jours, en application de l'article 1209 du CPC renvoyant à l'article 1191 du même code.
- en cas de déclaration judiciaire d'abandon, le délai d'appel est d'un mois, l'article 1159 du CPC rappelant que l'instance en déclaration judiciaire d'abandon obéit aux règles de la procédure en matière contentieuse.

Le délai d'appel débute à compter de la notification du jugement aux parties, celle-ci étant en principe effectuée à la diligence du greffe. En cas de retour au secrétariat de la juridiction d'une lettre de notification dont l'avis de réception n'a pas été signé par le destinataire, le secrétaire invite la partie à procéder par voie de signification (art 670-1 CPC). Il appartient donc, dans cette hypothèse, au service requérant de l'aide sociale à l'enfance de faire signifier par huissier de justice la décision rendue par le TGI si la notification effectuée par le greffe n'a pas atteint les parents de l'enfant. En effet, l'ASE, en sa qualité de requérante dans le cadre de cette procédure d'abandon, a un intérêt à ce que la décision rendue puisse être définitive. Seule une signification régulière permettra de fixer le point de départ du délai d'appel.

Date à laquelle l'enfant peut être admis en cas d'appel :

En cas d'appel, l'arrêt d'appel rendu contradictoirement ou réputé contradictoire a, dès son prononcé, force de chose jugée (sauf l'hypothèse où la cour statue par défaut, auquel cas il convient d'attendre l'expiration du délai d'opposition d'un mois). En effet, seules les voies de recours ordinaires que sont l'appel et l'opposition ont un effet suspensif d'exécution de droit.

Le pourvoi en cassation n'est pas suspensif d'exécution, sauf disposition particulière le prévoyant. En l'absence de disposition législative spécifique au pourvoi contre un arrêt ayant retiré l'autorité parentale ou déclaré judiciairement abandonné un enfant, les dispositions de droit commun prévues par le code de procédure civile s'appliquent : le recours par une voie extraordinaire, telle que le pourvoi en cassation, n'est pas suspensif d'exécution (article 579 du CPC).

L'enfant peut donc être admis en qualité de pupille de l'Etat à la date de l'arrêt de la cour d'appel, même si un pourvoi est formé contre cette décision.

Toutefois dans ce cas, l'existence d'un pourvoi et d'une possibilité que l'arrêt soit cassé, remettant ainsi en cause l'admission en qualité de pupille de l'Etat, doit entraîner la plus grande vigilance : il apparaît qu'aucun projet d'adoption ne doit être envisagé tant que la procédure en cours n'est pas définitivement terminée.

II. La contestation de l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat

La loi du 26 juillet distingue d'une part les personnes ayant qualité à agir et d'autre part les personnes devant obligatoirement recevoir la notification de l'arrêté.

2.1. Les personnes ayant qualité pour agir

Le II de l'article L. 224-8 du CASF clarifie la liste des personnes ayant qualité pour agir en contestation de l'arrêté.

Il s'agit :

- des parents de l'enfant, en l'absence d'une déclaration judiciaire d'abandon ou d'un retrait total de l'autorité parentale ;

Cette première catégorie est inchangée par rapport à la rédaction antérieure. Elle permet aux parents à l'égard desquels la filiation a été établie, de contester l'arrêté d'admission, sauf lorsque l'admission fait suite à une décision judiciaire leur ayant retiré en totalité l'autorité parentale ou ayant prononcé l'abandon judiciaire de l'enfant. En effet, l'existence des voies de recours contre la décision judiciaire à l'origine de l'admission a pour effet d'éteindre toute possibilité de recours ultérieur contre l'arrêté d'admission par les parents.

Afin de pouvoir faire valoir leurs droits, la loi prévoit que l'arrêté doit leur être systématiquement notifié (III de l'article L. 224-8 du CASF).

- des membres de la famille de l'enfant ;

Sont ici visées les personnes ayant un lien de parenté avec l'enfant, lorsque la filiation est établie entre l'enfant et ses parents ou l'un d'eux, concernant ainsi toutes les catégories de pupilles, à l'exception de ceux recueillis sans lien de filiation, mentionnés au 3° du II de l'article L. 224-8.

Cette seconde catégorie remplace celle prévue par l'ancienne rédaction qui visait les « alliés » de l'enfant, terme inapproprié dans la mesure où la notion d'alliés renvoie au mariage, en désignant des personnes unies par un lien d'alliance résultant du mariage. La notion de « membres de la famille », qui ne fait pas l'objet d'une définition précise quant au degré de parenté exigé, est la même que celle déjà employée à l'article 350 du code civil. Elle n'a, à ce jour, pas soulevé de difficultés particulières d'interprétation et permet une appréciation au cas par cas des situations et apparaît plus appropriée que celle « d'alliés ». Il s'agit principalement des grands parents, oncles et tantes, frères et sœurs majeurs de l'enfant, bien que cette liste ne soit pas exhaustive.

- du père de naissance ou des membres de la famille de la mère ou du père de naissance lorsque l'enfant a été admis en application du 1° de l'article L. 224-4 ;

Il s'agit des enfants sans aucune filiation établie à l'égard de la mère (nés sous le secret, sans désignation de la mère dans l'acte de naissance ou trouvés), mais également du père. En effet, la loi comme la jurisprudence autorisent le père à reconnaître l'enfant dans ces situations.

Le père de naissance est le géniteur de l'enfant qui n'aurait pas encore reconnu ce dernier. En principe, le père peut recourir à la procédure très simple de la reconnaissance de l'enfant par simple déclaration en mairie, permettant de se voir remettre l'enfant.

Si l'intéressé ignore les dates et lieu de naissance de l'enfant, il peut saisir le procureur de la République qui recherchera les dates et lieu d'établissement de l'acte de naissance.

En tout état de cause, le législateur n'a pas voulu écarter la possibilité pour le père de naissance d'agir contre l'arrêté d'admission.

La loi reconnaît également la qualité pour agir aux membres de la famille de la mère ou du père de naissance, codifiant la jurisprudence très rare en la matière. En effet, dans deux affaires similaires (2), des cours d'appel ont eu à se prononcer sur la recevabilité du recours intenté par les grands-mères de naissance, présentes lors de l'accouchement de leur fille, alors que celle-ci avait demandé le secret de son identité. Après avoir examiné les circonstances de fait et éléments de preuve rapportés (présence de la grand-mère de naissance lors de l'accouchement, manifestation de sa volonté auprès du service de l'ASE...), la cour a, pour chacune de ces affaires et dans son pouvoir souverain d'appréciation, considéré que la grand-mère de naissance démontrait bien « l'existence d'un lien affectif de fait avec l'enfant, répondant aux conditions posées par l'article L 224-8 précité » (CA Angers) ou « l'existence d'un lien de filiation entre la requérante et la mère de naissance, même si le lien biologique n'est pas établi entre l'enfant et sa grand-mère » (CA Metz). Dans ces deux situations, qui n'ont pas donné lieu à un pourvoi en cassation, l'arrêté d'admission a été annulé et l'enfant confié à la requérante (voir infra sur les modalités de notification).

- de toute personne ayant assuré la garde de droit ou de fait de l'enfant

Cette dernière catégorie remplace celle des personnes pouvant justifier d'un "lien, notamment pour avoir assuré la garde...", qui s'avérait trop large, imprécise et subjective. Elle aboutissait en outre à créer une injonction impossible pour les services des conseils généraux comme les juridictions, quant à la définition concrète de ces personnes.

Elle vise uniquement les personnes ayant assuré la garde de droit (par exemple l'assistant familial ou le tiers à qui l'enfant a été confié par décision judiciaire) ou de fait (conjoint, partenaire lié par un pacs ou concubin d'un parent ou tout tiers non membre de la famille) de l'enfant, qui peuvent de ce fait revendiquer un lien de proximité avec l'enfant justifiant leur demande de se le voir confié.

2.2 La finalité de l'action

L'existence d'un lien de parenté avec l'enfant, l'un des parents de naissance ou d'un lien éducatif et affectif avec l'enfant ne peut, en tant que tel, suffire à donner qualité pour agir : comme c'était déjà le cas, le requérant **doit également demander que l'enfant lui soit confié pour en assumer la charge**.

Lorsque la personne titulaire du droit d'agir souhaite simplement maintenir des liens, sans en tirer toutes les conséquences pour l'enfant, le statut de pupille ne fait pas obstacle au maintien des liens. En effet les dispositions réglementaires permettent d'ores et déjà à toute personne, parent ou non, de demander à entretenir des liens avec l'enfant. Les conditions de ces relations sont fixées par le tuteur en accord avec le conseil de famille (art R 224-23 CASF).

2 CA Angers, 26 janvier 2011, CA Metz, 22 janvier 2013,

2.3 Le régime procédural de l'action

2.3.1 Les personnes devant se voir obligatoirement notifier l'arrêté d'admission

La loi distingue, en son III, parmi les titulaires de l'action définis au II, ceux devant obligatoirement recevoir notification de l'arrêté du fait des marques d'intérêt qu'ils auront montrées à l'égard de l'enfant.

La notification est donc déconnectée de la définition de l'intérêt pour agir.

Doivent se voir notifier l'arrêté :

- les parents mentionnés au 1° du II de l'article L. 224.8, de manière systématique dès lors que l'enfant a été admis en qualité de pupille de l'Etat en application du 2° ou 3° de l'article L 224-4 précité et en dehors de tout autre critère.
- Les autres personnes définies au 2° (membres de la famille), au 3° (père de naissance ou les membres de la famille de la mère ou du père de naissance) ou au 4° (personne ayant assuré la garde de droit ou de fait de l'enfant) du II de l'article L. 224-8, ayant manifesté un intérêt pour l'enfant auprès du service de l'aide sociale à l'enfance avant la date de l'arrêté d'admission.

Connues de ce service pour avoir manifesté un intérêt pour l'enfant, quelle qu'en soit la forme (courriers, demande de nouvelles de l'enfant, maintien de liens...), ces personnes devront alors obligatoirement recevoir notification de l'arrêté.

Ainsi, lorsque l'enfant a été confié à une assistante familiale avant son admission en qualité de pupille de l'Etat, l'arrêté doit lui être notifié lorsqu'elle a montré un intérêt pour l'enfant dépassant le cadre de ses fonctions professionnelles.

Quelle que soit la qualité de cette personne, le conseil général n'a en revanche pas à apprécier la qualité de cet intérêt, ni sa conformité avec l'intérêt de l'enfant, qui relève de la seule compétence du tribunal.

L'obligation de notification est donc, parmi l'ensemble des titulaires potentiels de l'action, circonscrite à ces seules personnes et ne saurait aller au-delà, dans la mesure où les Présidents de Conseils généraux ne peuvent être en mesure d'identifier toutes les personnes pouvant potentiellement agir.

La situation particulière des membres de la famille de naissance de la mère ou du père de naissance :

Une difficulté particulière peut se poser pour l'appréciation des demandes formées par les membres de la famille de naissance de la mère ou du père de naissance en cas d'accouchement dans le secret.

Il convient de rappeler en premier lieu que ces personnes ne peuvent être informées de la naissance que par la mère de naissance elle-même, le respect du secret professionnel auquel sont tenus les professionnels ayant accompagné la mère de naissance (personnel hospitalier, correspondant du conseil national pour l'accès aux origines personnelles) s'opposant à ce que des tiers soient informés de la naissance.

Ainsi, en cas de secret de l'identité demandé lors de l'accouchement, les membres de la famille de naissance ne pourront se manifester que s'ils ont été informés de la naissance de l'enfant directement par la femme. Dans ce cas, on peut considérer que la demande de secret s'avère ambivalente et sa portée de fait, amoindrie.

Lorsque ces personnes établissent de manière suffisamment probante avoir été présentes lors du séjour de la mère de naissance à la maternité ou lorsqu'elles disposent d'informations suffisamment précises sur la naissance de l'enfant (telles que le prénom ou les date et lieu de naissance) on peut considérer qu'elles entrent dans la catégorie définie au 3° du II de l'article L. 224-8 du CASF. Leur démarche pour retrouver l'enfant pourra être considérée, en règle générale, comme une marque d'intérêt suffisante pour que l'arrêté leur soit notifié.

2.3.2 Les modalités de la notification

La loi prévoit que la « **notification est faite par tout moyen permettant d'établir une date certaine de réception, mentionne les voies et délais de recours ainsi que la juridiction compétente.** Elle précise que **l'action n'est recevable que si le requérant demande à assumer la charge de l'enfant.** ».

La notification peut, conformément aux dispositions du code de procédure civile, être effectuée selon deux modalités principales :

- La voie ordinaire est la lettre recommandée avec accusé de réception. Le point de départ du délai de trente jours est alors la date à laquelle le destinataire a signé l'accusé de réception (CPC, art 670). En revanche, si le courrier revient au service, soit parce que cette personne n'habite pas à l'adresse indiquée, soit parce qu'elle n'est pas allée chercher la lettre ou l'a refusée, la notification n'est pas réalisée. Le service doit alors s'adresser à un huissier de justice afin qu'il procède à la signification de l'arrêté. C'est alors la date de l'acte de signification dressé par l'huissier (qu'il s'agisse d'une signification à personne, à domicile, à domicile connu ou à la dernière adresse connue, articles 654 à 659 du CPC) qui doit être retenue comme point de départ du délai de recours.

- Le cas échéant par remise en main propre au destinataire contre émargement ou récépissé (CPC, art 667).

2.3.3 Le délai pour agir contre l'arrêté d'admission

Les titulaires de l'action définis au II de l'article L. 224-8 précité, **qui ont reçu notification de l'arrêté, peuvent agir dans le délai de trente jours à compter de la date de la notification de l'arrêté.**

En revanche, les titulaires de l'action définis au II de l'article L 224-8 précité, **qui n'ont pas reçu notification de l'arrêté**, faute de manifestation d'intérêt avant l'édition de l'arrêté (par exemple pour n'avoir appris l'admission de l'enfant en qualité de pupille qu'une fois l'arrêté édicté) peuvent **agir sans que le délai de trente jours leur soit opposable**, en l'absence de notification de l'arrêté. Le droit d'agir de ces derniers est reconnu **tant que l'enfant n'est pas placé en vue d'adoption**. En effet, conformément aux dispositions de l'article 352 du code civil, le placement du pupille dans une famille en vue de son adoption fait obstacle à toute restitution à sa famille d'origine. Il interdit donc toute contestation de l'arrêté d'admission.

La qualité de pupille de l'Etat peut donc être remise en cause, au delà de trente jours par :

- les parents, qui peuvent, en vertu des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 224-6 du CASF, demander la restitution de leur enfant tant que celui-ci n'est pas placé en vue d'adoption : dans ce cas, cette restitution n'est plus de droit, mais résulte d'une décision prise par le tuteur avec l'accord du conseil de famille. En cas de refus, le parent peut saisir le tribunal de grande instance.

- Les personnes auxquelles la loi a donné qualité pour agir et qui ne se sont pas vues notifier l'arrêté.

2.3.4 La procédure applicable en cas de recours

La loi maintient la **compétence exclusive des juridictions judiciaires** pour connaître du recours de l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat, bien que celui-ci soit un acte administratif. En effet, cet acte concerne l'état des personnes et l'élément déterminant pour le juge résulte de l'appréciation de l'intérêt de l'enfant, justifiant ainsi l'incompétence des juridictions administratives.

La procédure est définie à l'article 1261 du Code de procédure civile, qui renvoie à certaines dispositions applicables à la déclaration judiciaire d'abandon (art. 1159, 1160, 1161, 1^{er} alinéa, et 1162 du même code).

Le tribunal compétent est celui du lieu d'édition de l'arrêté (et non celui du domicile du défendeur). L'instance obéit aux règles de la procédure contentieuse, mais le ministère d'avocat n'est pas obligatoire. La demande est formée par simple requête du demandeur lui-même, directement remise au greffe ou remise au procureur de la République, qui doit la transmettre au tribunal (CPC, art. 1160) : le procureur ne dispose d'aucun pouvoir d'appréciation du bien fondé de la requête ou de sa recevabilité.

L'affaire est instruite et débattue en chambre du conseil en présence du requérant, après avis du ministère public (CPC, art. 1161).

Le jugement est prononcé en audience publique et les voies de recours sont ouvertes aux personnes auxquelles le jugement a été notifié, ainsi qu'au ministère public. L'appel contre le jugement rendu est instruit et jugé selon les règles applicables en première instance.

Le tribunal se prononce au regard de la conformité de la demande à l'intérêt de l'enfant.

S'il juge la demande conforme à son intérêt, il prononce l'annulation de l'arrêté d'admission et confie l'enfant au demandeur. La loi prévoit que ce demandeur doit, le cas échéant, requérir l'organisation de la tutelle : celle-ci n'est donc pas systématique. En effet, lorsque le tribunal fait droit à la demande des parents, il n'y a pas lieu de requérir l'ouverture de la tutelle : les parents se voient alors restituer tous les attributs de l'autorité parentale.

En revanche, s'il s'agit de tiers, il convient alors d'organiser la tutelle, selon les modalités de droit commun. Le requérant doit alors saisir le juge des tutelles des mineurs (le juge aux affaires familiales) à cette fin.

La loi a également maintenu la possibilité pour le tribunal de déléguer à ce tiers les droits d'autorité parentale, ce qui constitue *a priori* une hypothèse d'école, dans la mesure où l'annulation de l'arrêté n'a pas, dans ces situations, pour effet de rétablir les prérogatives des parents : le régime de l'autorité parentale a pris fin avec la remise de l'enfant par ses parents.

Lorsque le tribunal rejette la demande, il peut néanmoins accorder au demandeur un droit de visite, si tel est l'intérêt de l'enfant. Le statut de pupille de l'Etat n'est donc pas remise en cause, mais la décision s'impose alors au conseil de famille, qui doit en tenir compte, notamment si un projet d'adoption s'avère pertinent pour l'enfant.

III. Les suites de l'admission : la date à laquelle le projet en vue de l'adoption du pupille peut être engagé

Si tel est son intérêt, le pupille de l'Etat peut faire l'objet d'un projet d'adoption défini selon les modalités prévues notamment à l'article L. 225-1 du CASF.

3.1 Lorsque l'arrêté a fait l'objet d'une notification à des tiers :

Il convient au préalable de s'assurer qu'aucun recours n'a été déposé dans le délai de 30 jours. Un certificat de non recours doit donc être sollicité auprès du greffe du tribunal de grande instance compétent.

Si un recours a été engagé, aucun projet d'adoption ne peut être envisagé tant que toutes les voies de recours ne sont pas éteintes.

3.2 Lorsque l'arrêté n'a pas été notifié, en l'absence de personnes ayant manifesté un intérêt pour l'enfant

Dans cette hypothèse, un recours contre l'arrêté d'admission est toujours possible mais ne sera recevable que jusqu'au placement de l'enfant en vue d'adoption (cf. supra 2.3.3)

Il n'y a pas d'obligation d'attendre juridiquement l'expiration d'un quelconque délai pour engager un projet en vue d'adoption si tel est l'intérêt de l'enfant.

LE PLI FERME

La loi du 22 janvier 2002 relative à l'accès aux origines personnelles a réformé les modalités de l'accouchement secret et l'accès aux origines personnelles en introduisant notamment la procédure suivante relative au pli fermé.

Si vous envisagez d'accoucher dans le secret, ces informations vous concernent.

1. Recueil du pli fermé au moment de l'accouchement.

Vous avez la possibilité lors de votre accouchement de demander la préservation du secret de votre admission et de votre identité par la maternité. Aucune pièce d'identité ne vous sera alors demandée.

Vous serez invitée par le correspondant départemental du CNAOP ou, en son absence, par le professionnel de la maternité, à laisser, si vous l'acceptez, votre identité sous pli fermé. En pratique, vous pourrez remettre cette information au correspondant départemental du CNAOP ou au professionnel de la maternité dans une enveloppe que vous fermerez vous-même. Vous serez seule à connaître les informations que vous avez décidé de laisser dans ce pli jusqu'à ce que celui-ci soit éventuellement ouvert par le CNAOP selon les modalités prévues par la loi.

Contenu du pli fermé :

- A l'intérieur de l'enveloppe, vous pourrez mentionner votre nom, vos prénoms, votre date et votre lieu de naissance. Vous pourrez y ajouter votre adresse, votre numéro de téléphone ou une adresse électronique ou encore votre numéro de sécurité sociale. A tout moment, vous pourrez vous adresser au correspondant CNAOP du Conseil Général à qui vous aurez remis votre pli fermé pour donner d'autres informations telles que votre changement d'adresse, de n° de téléphone, d'adresse électronique. Ces informations feront l'objet d'un nouveau pli fermé qui, comme le premier, ne peut être ouvert que par le CNAOP dans certaines conditions (voir ci-dessous).
- Sur l'enveloppe seront mentionnés les prénoms donnés à l'enfant et, le cas échéant, mention du fait qu'ils l'ont été par vous, ainsi que le sexe de l'enfant, la date, le lieu et l'heure de sa naissance.

Sachez qu'en aucun cas, vous ne pourrez demander à ce que les informations laissées par vous dans le pli fermé soient supprimées ou que ce pli soit retiré du dossier de l'enfant. Toute information laissée dans le dossier de l'enfant, sous quelque forme que ce soit, ne peut jamais être modifiée ni retiré. Ce n'est que si l'enfant, à votre demande, vous a été restitué dans le délai de deux mois suivant l'accouchement que le pli fermé vous sera remis.

2. Possibilité de lever à tout moment le secret ou de donner à tout moment son identité sous pli fermé.

Si vous avez accouché dans le secret, aussi bien avant qu'après le 22 janvier 2002, vous pouvez vous adresser **par écrit** à tout moment au CNAOP **dont l'adresse postale figure sur ce site** ou du conseil général du département **dans lequel vous avez accouché, pour pouvoir:**

- lever le secret de votre identité : votre identité **pourra être alors communiquée à l'enfant.** Cette communication n'est pas automatique, elle a lieu uniquement si la

- personne qui recherche ses origines et son histoire le demande. Sachez toutefois qu'il ne vous sera plus possible de revenir sur votre décision de lever le secret
- remettre, si vous ne l'avez pas déjà fait, un pli fermé contenant votre identité selon les modalités indiquées ci-dessus.

3. Conservation et ouverture du pli fermé.

Le pli fermé recueilli au moment de la naissance ou ultérieurement par le correspondant départemental du CNAOP est conservé fermé par le Conseil général.

Il est transmis au CNAOP si l'enfant formule une demande d'accès à ses origines personnelles.

Ce n'est qu'à la suite de cette demande que le pli fermé que vous avez laissé à l'intention de l'enfant peut être ouvert, et uniquement par un membre du CNAOP.

4. Modalités de communication de l'identité

C'est seulement dans le cas où il serait saisi d'une demande d'accès aux origines personnelles par l'enfant que le CNAOP, dans le respect de votre vie privée, vous recherchera pour savoir si vous acceptez de lever le secret de votre identité. Dans tous les cas le respect de votre vie privée sera assuré. Ce n'est que si vous donnez votre accord, que votre identité sera communiquée à l'enfant. Vous pourrez bénéficier si vous le souhaitez d'un accompagnement par le CNAOP, au niveau national ou local. La communication de l'identité ne débouche pas nécessairement sur une rencontre.

Dans l'éventualité où vous seriez décédée au moment où l'enfant engage sa démarche d'accès à ses origines personnelles, votre identité lui sera automatiquement communiquée s'il en fait la demande. Néanmoins, si à l'occasion d'une précédente demande de l'enfant d'accéder à ses origines personnelles, vous vous étiez opposée auprès du CNAOP à la communication de votre identité celle-ci ne pourra en aucun cas lui être communiquée après votre décès.



Conseil National pour
l'Accès aux
Origines personnelles

14 Avenue Duquesne – 75350 Paris 07 SP
Tel : 01.40.56.72.17
Affaire suivie par Nadine Desautez

Paris, le 31 juillet 2013

Monsieur Le Président
Conseil Général de Seine Saint Denis
Hôtel du Département
Aide Sociale à l'Enfance
93006 BOBIGNY

A l'attention de Madame Viviane LUCCIN-AKINDOU, correspondante départementale du CNAOP.

OBJET : réponse du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles aux questions posées lors de séance plénière du 27 mars 2013.

Madame,

Le Conseil national pour l'accès aux origines personnelles a pris connaissance des questions que vous lui avez posées lors de séance plénière du 27 mars 2013.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint les réponses qu'il a validées lors de séance du 3 juillet dernier. Je vous en souhaite bonne réception. Ces réponses seront aussi adressées à l'ensemble des correspondants départementaux.

- Quand le père corrige des éléments déclaratifs portés à la connaissance de l'aide sociale à l'enfance par la mère de naissance, comment doit-on consigner dans le dossier de l'enfant ces éléments en contradiction avec ceux laissés par sa mère ?

Le père de naissance ne peut demander à corriger les éléments déclaratifs portés à la connaissance de l'aide sociale à l'enfance par la mère de naissance lors de son accouchement. En effet, les seules informations concernant celle-ci sont celles qu'elle a décidé de laisser sur le document prévu par l'article R 147-23 du Code de l'action sociale et des familles et que remplit le correspondant départemental du CNAOP ou, en son absence, le professionnel de santé. Dès lors, le père n'est pas autorisé à laisser dans le dossier de l'enfant l'identité de la mère de naissance. Il peut en revanche être pris note de tous autres éléments non identifiants.

Bien entendu, s'il a reconnu l'enfant et si celui-ci lui a été remis, il pourra lui donner toute information qu'il estime utile à l'enfant lorsqu'il jugera opportun de le faire. Mais il le fera alors à son initiative et sous sa responsabilité et non sous celle, soit, du CNAOP, soit, du Conseil général ou, éventuellement, de l'Organisme autorisé pour l'adoption. Dès lors, le Conseil général ou, éventuellement, de l'Organisme autorisé pour l'adoption n'est pas tenu de compléter le dossier de l'enfant avec ces informations..

- Que doit-t-on faire lorsque les éléments d'identité du père fournis par la mère ne correspondent pas à ceux que présente celui qui a reconnu l'enfant ? Quand des doutes persistent, faut-il saisir le Parquet ou se fier au seul acte de reconnaissance ?

Le Conseil rappelle que la reconnaissance établit la filiation à l'égard de son auteur depuis la naissance de l'enfant sous la seule réserve que la filiation n'ait pas déjà été établie à l'égard

d'un tiers. Le CG ne peut donc que prendre acte de l'existence de la reconnaissance de paternité et restituer l'enfant au père.

Il est rappelé par la Chancellerie que le Parquet peut contester uniquement les liens de filiation établis sur la base d'une reconnaissance frauduleuse. Celle-ci se définit comme celle souscrite par son auteur en vue de se procurer un avantage particulier et dont la finalité est étrangère à l'intérêt de l'enfant et à son éducation (par exemple lorsqu'il y a eu reconnaissance multiples d'enfants afin de permettre l'acquisition d'un titre de séjour ou la nationalité française). Les reconnaissances de complaisance ou reconnaissances mensongères où l'auteur de la reconnaissance s'engage par cet acte à assumer les conséquences du lien de filiation établi ne peuvent être contestées par le ministère public, celles-ci n'étant pas considérées comme portant atteinte à l'ordre public.

- Doit-on remettre au père de l'enfant l'album photo et le carnet de vie établis par la maternité et l'aide sociale à l'enfance à l'adresse des futurs parents adoptifs alors que ce carnet a le plus souvent été fait sans accord préalable des parents de naissance ?

Si le père a reconnu l'enfant et si celui lui a été remis, l'album photo et le carnet de vie établis par la maternité et l'aide sociale à l'enfance doivent lui revenir. Afin de répondre aux interrogations et souhaits de la mère de naissance qui peut ultérieurement lever le secret de son identité, il est opportun que le dossier de l'enfant contienne une copie de ces documents. En effet, la mère de naissance qui, ayant levé le secret de son identité, a pu rencontrer l'enfant dans le cadre d'une demande de celui-ci tendant à accéder à ses origines personnelles, peut souhaiter se voir remettre ces documents. Ce double lui reviendrait de droit si par ailleurs dans les délais légaux, elle manifestait son souhait finalement de reconnaître l'enfant. Ce double peut également être utile à l'enfant, qui peut ne pas être en possession de ces documents, ces derniers ayant pu être égarés ou non remis au père.

Ces deux documents doivent être préparés en tenant compte du fait que deux situations peuvent se présenter : l'adoption ou la reprise par les parents de naissance.

- Quelle position doit-on donner aux professionnels sur le droit qu'ont les parents de pouvoir se voir restituer leur enfant car la seule voie n'est pas celle de l'adoption ?

La position découle de ce que dit la loi. L'article L 224-6 du Code de l'action sociale et des familles dispose que : « L'enfant est déclaré pupille de l'Etat à titre provisoire à la date à laquelle est établi le procès-verbal prévu à l'article L. 224-5. La tutelle est organisée à compter de la date de cette déclaration. Toutefois, dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle il a été déclaré pupille de l'Etat à titre provisoire, l'enfant peut être repris immédiatement et sans aucune formalité par celui de ses père ou mère qui l'avait confié au service. Ce délai est porté à six mois, dans le cas prévu au 3° de l'article L. 224-4 pour celui des père ou mère qui n'a pas confié l'enfant au service. Au-delà de ces délais, la décision d'accepter ou de refuser la restitution d'un pupille de l'Etat est, sous réserve des dispositions de l'article 352 du code civil, prise par le tuteur, avec l'accord du conseil de famille. En cas de refus, les demandeurs peuvent saisir le tribunal de grande instance ».

L'article 352 du code civil prévoit ainsi que c'est le placement en vue de l'adoption qui met obstacle à toute restitution de l'enfant à sa famille d'origine et que c'est ce placement qui fait par ailleurs obstacle à toute déclaration de filiation ou à toute reconnaissance. Une mère de naissance (et un père) peut donc toujours dans le délai de deux mois qui suit l'établissement du procès verbal de recueils de l'enfant en qualité de pupille à titre provisoire en demander la restitution et ce, le cas échéant, jusqu'au placement en vue d'adoption. Elle (ou le père) doit préalablement le reconnaître. La restitution est de droit, immédiatement et sans formalité autre que d'avoir reconnu la filiation, durant le délai de deux mois. Au-delà du délai de deux mois, la décision est prise par le tuteur avec l'accord du conseil de famille. Celle-ci sera toutefois définitivement exclue si l'enfant a déjà été placé en vue de son adoption.

En cas de refus de restitution de l'enfant, le parent demandeur peut saisir le TGI. Les services de l'ASE ou l'OAA en charge de l'enfant doivent seulement s'attacher à vérifier qu'il n'y a pas de situation de danger pour l'enfant au sens de l'article 375 du code civil, c'est-à-dire : « Si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation ou de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises ». En ce cas, la saisine du Procureur de la République s'impose.

- Même si la loi permet la restitution de l'enfant par ses parents, quelles sont les démarches qu'il convient d'entreprendre pour s'assurer que le parent offre des garanties suffisantes qui ne mettent pas en cause les droits de l'enfant ?

La position découle de ce que dit la loi. Les services de l'ASE doivent préalablement à la remise de l'enfant veiller à ce qu'il n'y ait pas de situation de danger au sens de l'article 375 du code civil». Le service de l'ASE ou éventuellement l'OAA n'a pas à entreprendre de démarche de manière systématique ; toutefois, s'il suspecte un danger pour l'enfant il peut saisir le procureur ou le juge des enfants pour la mise en place le cas échéant d'une mesure d'assistance éducative. Une aide contractualisée peut également être proposée par le conseil général.

Il est important de rappeler que quelque soit la situation qui peut se présenter l'enfant doit être admis dès sa naissance comme pupille de l'Etat à titre provisoire exception faite de son recueil par un organisme autorisé pour l'adoption. Selon l'évolution de la situation, il sera toujours possible de tirer toutes les conséquences de l'attitude du père.

En vous remerciant pour votre intervention du 27 mars 2013, je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président du CNAOP
Le Secrétaire Général

Raymond CHABROL



Ministère des Affaires Sociales et de la Santé

Paris, le 16 janvier 2014



Conseil National pour
l'Accès aux
Origines personnelles

14 Avenue Duquesne – 75350 Paris 07 SP
Tel : 01.40.56.72.17
Affaire suivie par Raymond Chabrol

Madame la Présidente
Monsieur le Président
Conseil Général

A l'attention du responsable du service Adoption

Madame la Présidente, Monsieur le Président du Conseil général,

Le secrétariat général du CNAOP a été saisi de la question de savoir si une mineure qui met au monde un enfant et le reconnaît avant de le confier à l'aide sociale à l'enfance peut prendre cette décision sans autorisation parentale.

Il semble que certaines maternités, dans ce type de situation, obligeraient ces mineures à accoucher dans le secret pour être dispensées d'obtenir cette autorisation parentale et leur demanderaient alors de laisser leur identité sous pli fermé.

Saisie par le Président du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles de la position de ces maternités, le CNAOP a apporté la réponse suivante :

Il est admis que dans certaines hypothèses le mineur peut agir librement et sans le consentement de ses parents. C'est ainsi le cas en ce qui concerne les actes qui lui sont strictement personnels, et notamment lorsqu'il devient parent. De la même manière qu'aucun obstacle juridique ne s'oppose à ce que le mineur accède à la qualité de parent, celui-ci peut également librement refuser cette charge. Cette décision est discrétionnaire.

Il en résulte que :

- une mineure peut librement demander le secret de son accouchement sans y avoir été préalablement autorisée par ses représentants légaux (en ce sens, Civ 1ère 5/11/1995 N°96-11073);
- une mineure peut tout aussi librement décider de confier son enfant à l'adoption, après avoir accepté que son identité figure à l'acte de naissance de l'enfant.

Dans les deux cas de figure, la mineure ne peut être traitée différemment d'un adulte lorsque la loi ne le prévoit pas expressément:

- on ne peut donc pas lui imposer de laisser son identité sous pli fermé, ce qui n'est au terme de la loi qu'une faculté, et le Code de l'action sociale et

des familles (CASF) ne prévoit d'ailleurs en la matière aucune disposition spécifique pour les mineures;

- ses parents, comme tous parents d'une majeure, qu'elle accouche dans l'anonymat ou non, et qui remet son enfant à l'aide sociale à l'enfance pourront exercer le recours qui leur est ouvert contre les arrêtés d'admission en qualité de pupille de l'Etat en application de l'article L224-8 du CASF (Loi du 26 juillet 2013). Cet arrêté devra leur être notifié, comme tous membres de la famille de l'enfant ou membres de la famille de la mère de naissance, s'ils ont manifesté leur intérêt pour l'enfant, ce qui implique toutefois qu'ils aient eu connaissance de la naissance. Je précise que la maternité ne peut, de sa propre initiative, communiquer cette information aux parents.

Il n'y a donc, hors de l'hypothèse spécifique de l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat, aucune obligation d'informer les parents de la mineure de l'accouchement ou de l'abandon.

La seule préoccupation qui s'impose est celle de s'assurer que la mineure a bien compris les différents choix qui s'offrent à elle en terme de préservation ou non du secret de son identité, étant précisé que seul l'accouchement dans le secret est comme vous le savez de nature à garantir le secret.

Cette position est conforme à ce qu'indique la plaquette « Vous allez accoucher ».

Vous trouverez ci-après l'arrêt de la Cour de Cassation dont il vient d'être fait mention ci-dessus.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, Monsieur le Président du Conseil général, à l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Président
Le Secrétaire Général

Raymond CHABROL



Cour de cassation

chambre civile 1

Audience publique du 5 novembre 1996

N° de pourvoi: 96-11073

Publié au bulletin

Cassation.

Président : M. Lemontey ., président

Rapporteur : M. Durieux., conseiller apporteur

Avocat général : M. Sainte-Rose., avocat général

Avocat : la SCP Piwnica et Molinié., avocat(s)

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Sur le moyen unique, pris en sa deuxième branche :

Vu l'article 61.1° du Code de la famille et de l'aide sociale ;

Attendu qu'aux termes de ce texte, sont admis en qualité de pupille de l'Etat les enfants dont la filiation n'est pas établie ou est inconnue, qui ont été recueillis par le service de l'Aide sociale à l'enfance depuis plus de 3 mois ;

Attendu que le 19 mai 1993, Mlle Séverine Y..., née le 14 janvier 1976, est accouchée anonymement d'un enfant ; que le 21 mai 1993, un procès-verbal de remise de l'enfant au service de l'Aide sociale à l'enfance en vue de son admission en qualité de pupille de l'Etat a été dressé en application de l'article 62 du Code de la famille et de l'aide sociale ; qu'à cette date, l'enfant a été déclaré pupille de l'Etat à titre provisoire ; que le 8 septembre 1993, il a été placé en vue de l'adoption sur décision du conseil de famille des pupilles de l'Etat ; que, le 16 novembre 1993, Mme Y..., agissant en sa qualité de représentant légal de sa fille Séverine, a assigné le département du Lot-et-Garonne en restitution de l'enfant ; que Mlle Y..., devenue majeure, a interjeté appel du jugement qui l'a déboutée de sa demande ;

Attendu que, pour faire droit à celle-ci, la cour d'appel a annulé le procès-verbal de remise de l'enfant par X... par le motif que Mlle Y... était mineure non assistée d'une personne ayant l'autorité parentale et dit sans effet le placement ;

Attendu qu'en statuant ainsi, alors qu'en l'absence de reconnaissance, la filiation n'était pas établie de sorte que le consentement de Mlle Y... n'avait pas à être constaté lors de la remise de l'enfant au service de l'Aide sociale à l'enfance, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;

PAR CES MOTIFS :

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 14 décembre 1995, entre les parties, par la cour d'appel d'Agen ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Bordeaux.

Publication : Bulletin 1996 I N° 368 p. 259

Décision attaquée : Cour d'appel d'Agen , du 14 décembre 1995

Titrages et résumés : AIDE SOCIALE - Aide sociale à l'enfance - Enfant pupille de l'Etat - Remise d'un enfant au service de l'Aide sociale - Enfant dont la filiation n'est pas établie - Consentement de la mère (non) . En l'absence de reconnaissance d'un enfant né d'un accouchement anonyme, la filiation n'est pas établie de sorte que le consentement de la mère n'a pas à être constaté lors de la remise de l'enfant au service de l'Aide sociale à l'enfance.

FILIATION NATURELLE - Accouchement anonyme - Absence de reconnaissance - Remise de l'enfant à l'Aide sociale à l'enfance - Consentement de la mère - Constatation - Nécessité (non)

Textes appliqués :

· Code de la famille et de l'aide sociale 61-1

Master di IIème niveau «Le travail clinique et social avec les familles d'accueil: parrainage et adoption»

Istituto degli Innocenti de Florence
Università La Cattolica, Milan

Avec le patronage de la
Commission pour les adoptions internationales
Coordination Centre Parrainage

LA DECOUVERTE DES INFORMATIONS SUR LES ORIGINES: PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT

Séminaire
Vendredi 10 mai 2013
H. 9.30 – 16.30
Istituto degli Innocenti de Florence – P.zza SS. Annunziata 12

Projet du programme

- | | |
|----------------|---|
| 9 h – 9 h 45 | Accueil des participants |
| 9 h 45 – 10 h | Mot de bienvenue de Madame Alessandra Maggi, Présidente de l'Istituto |
| 10 h – 12 h 30 | <i>Le travail avec les mères et les familles d'origines</i>
Modératrice: Paolina Pistacchi, Istituto degli Innocenti

Interventions: <ul style="list-style-type: none">○ L'expérience du travail avec les familles biologiques aux Etats-Unis, Mme Anne Brodzinsky○ Le parcours "Mamma Segreta" (mère secrète), Municipalité de Florence/Région Toscana
<i>Le travail avec les adoptés, une fois adultes, à la recherche des informations</i>
Modératrice: Rosa Rosnati, Università La Cattolica

Interventions: <ul style="list-style-type: none">○ L'expérience de la France, par le secrétaire général du CNAOP○ Expériences des Tribunaux des Mineurs (TM Bolzano) |
| 12 h 30 – 13 h | Discussion |
| 13 h – 14 h | Pause déjeuner |

14 h – 16 h 30 **L'accès aux informations sur les origines en Italie**

Modératrice: Sabrina Breschi, Istituto degli Innocenti

- Présentation de l'investigation menée par l'Istituto degli Innocenti, Mme Raffaella Pregliasco et Mr. Marco Chistolini
- Le conte des origines dans les bouquines pour enfants sur l'adoption, Mme Ondina Greco

Présentation du documentaire KITO de Maria Grazia Silvestri

17 h Présentation du livre de Mme Anne Brodzinsky, qui sera présente

A la fin des travaux, il sera possible participer à une visite guidée des Archives Historiques de l'Istituto degli Innocenti, sur réservation

Pour informations et inscriptions
Istituto degli Innocenti di Firenze
Secrétariat
Tel. (0039) 055 2037 255 – 359 – 273
courrier formazione@istitutodeglinnocenti.it
www.formarsi.istitutodeglinnocenti.it